ATTENTAT SUICIDE CONTRE L'AMBASSADE DE FRANCE EN MAURITANIE

Al-Qaïda au Maghreb revendique l'attaque

Quoique daté du 15 du mois courant, le communiqué n'a été diffusé qu'hier au petit matin. Il revendique l'attentat suicide qui a visé l'ambassade de France dans la capitale mauritanienne le 8 de ce mois.

Faute de s'étaler sur les victimes et les dégâts de cet attentat qui n'ont été que minimes (deux gendarmes légèrement blessés ainsi qu'une passante mauritanienne), le communiqué s'est, par contre, attardé sur l'identité du terroriste qu'il a présenté sous le nom de Abou Obeyda Moussa El-Basri, du nom d'un quartier de Nouakchott dont il est originaire, et dont il révèle qu'il a rejoint Al-Qaïda au Maghreb en novembre 2008.

Il est noté que n'ayant pu pénétrer à l'intérieur de l'ambassade, qualifié d'«un des nids de la Croix», il s'est explosé à l'entrée, ciblant des gendarmes en mission de surveillance dont il a atteint certains».

L'auteur de l'attentat est évidemment présenté comme le plus pieux, le plus courageux, le plus déterminé, le meilleur compagnon et ami, d'une loyauté exemplaire et grand pratiquant des prières surérogatoires dont le plus grand souhait était de rencontrer Dieu. L'attentat lui-même est qualifié de «réponse à l'agression des croisés, la France à leur tête, et leurs valets apostats».

Il est également considéré comme un «message» au président mauritanien nouvellement élu, soutenu par les «croisés» pour les «arrestations et la torture que pratiquent injustement les appareils de répression et leurs maîtres croisés contre les jeunes musulmans purs en Mauritanie».

Le communiqué conclut en promettant que «l'étincelle du djihad qui a pris au Maghreb islamique ne connaîtra de fin qu'une fois chassé le dernier juif, croisé et apostat et que le pays sera gouverné selon la Loi de Dieu».

Cet Abou Obeyda aurait comme vrai nom Mohamed Ould Ali Ould Zeïdane et il ferait partie d'un groupe de 50 kamikazes, en fin d'endoctrinement, qui ont quitté les camps d'entraînement à la frontière algéro-malienne, selon des sources mauritaniennes qui attribuent cette révélation à des sources sécuritaires algériennes au lendemain de l'attaque contre l'ambassade française à Nouakchott. Il n'est pas précisé quelle destination pourraient avoir pris ces suicidaires potentiels.

Photo : DR

Abou Obeyda Moussa El-Bisri

Mais depuis quelques jours, toujours selon des sources mauritaniennes, des mesures sécuritaires exceptionnelles ont été adoptées à Nouakchott, aux alentours des marchés et dans les quartiers où se trouvent des ambassades occidentales.

Et au même moment, une organisation humanitaire, Peace Corps, spécialisée dans le volontariat, qui était installée en Mauritanie depuis 1967, a décidé de suspendre son programme et a fait partir ses agents étrangers vers le Sénégal.

La France en a fait autant avec ses organisations humanitaires sur place à qui il a été conseillé de se mettre en vacances jusqu'à la rentrée prochaine.

Mohamed Issami

AFFAIRE LOCKERBIE

Des sénateurs américains demandent que Megrahi reste en prison

Des sénateurs américains ont demandé au ministre écossais de la Justice Kenny MacAskill le maintien en prison d'Abdelbaset Ali Mohamed Al-Megrahi, le Libyen condamné pour l'attentat de Lockerbie (Ecosse), qui pourrait être libéré pour raison médicale.

«Jusqu'aux dramatiques événements du 11 septembre 2001, aucun acte terroriste n'avait tué plus de civils américains», écrivent les sénateurs dans une lettre dont l'AFP s'est procurée une copie hier. «Nous pensons qu'il doit rester en Ecosse pour effectuer sa peine de prison.»

Les sénateurs démocrates John Kerry, — qui préside la commission des Affaires étrangères du Sénat—, Ted Kennedy, Frank Lautenberg, Robert Menendez,Chuck Schumer, Kirsten Gillibrand et Patrick Leahy ont signé la lettre. Le ministre écossais de la Justice envisage soit le transfert vers une prison libyenne de M. Megrahi, détenu au Royaume-Uni, soit sa libération. Le Libyen est atteint d'un cancer de la prostate en phase terminale. M. Megrahi a été condamné à la prison à vie avec une peine de sûreté de 27 ans pour l'attentat contre un Boeing 747 de la compagnie américaine Pan Am qui a explosé le 21 décembre 1988 au-dessus de Lockerbie, une petite ville d'Ecosse. «L'attentat à la bombe du vol 103 de la Pan Am au-dessus de Lockerbie était une attaque contre l'Amérique et un acte de terrorisme international horrible», écrivent les sénateurs dans leur lettre adressée lundi à M. MacAskill.

«Nous savons que le gouvernement écossais partage notre attachement — et celui du monde — envers la justice et qu'il est opposé aux actes de terrorisme. C'est pourquoi nous vous exhortons à garantir qu'Abdelbaset Al-Megrahi purge le restant de sa peine en prison en Ecosse», ajoutent-ils.

AFGHANISTAN

L'Otan suspend ses offensives le temps des élections

La Force internationale de l'Otan en Afghanistan (Isaf) a annoncé hier qu'elle suspendrait toutes ses offensives militaires contre les rebelles islamistes le jour des élections jeudi, pour se concentrer sur la protection des électeurs, menacés par les talibans.

L'Isaf «va suspendre ses offensives pendant les élections» présidentielle et provinciales, et ne mènera jeudi que «les opérations jugées nécessaires pour protéger la population», explique l'Isaf dans un communiqué.

Ses troupes vont avant tout chercher à «protéger la population des rebelles, pour qu'elle puisse exercer librement son droit» de vote, ajoute-t-il. L'Isaf compte 64 500 troupes en Afghanistan. Depuis des mois, elle y mène avec la coalition sous commandement américain une série d'opérations visant à sécuriser des zones instables, particulièrement dans les bastions rebelles du sud et de l'est, pour permettre à la population de voter.

Ses commandants ont affirmé avoir repris aux rebelles deux districts de la province du Helmand (sud), l'un des bastions des talibans, entrés en rébellion après avoir été chassés du pouvoir à la fin 2001 par la coalition.

Jeudi, les forces afghanes seront chargées de protéger les bureaux de vote, leurs alliés de l'Isaf et de la coalition étant elles chargées de patrouiller aux alentours. Les talibans ont menacé d'attaquer les bureaux de vote jeudi.

PALESTINE

Israël se dit prêt à un geste sur la colonisation

Sous pression de Washington, Israël s'est dit hier disposé à freiner temporairement la colonisation en Cisjordanie en gelant les appels d'offres à la construction de logements jusqu'au début 2010, ce qui n'empêcherait toutefois pas la poursuite des projets privés.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu envisage de prolonger une suspension de facto des appels d'offres en place depuis neuf mois, y compris à Jérusalem-Est (annexée après sa conquête en juin 1967), ont fait savoir des hauts responsables gouvernementaux. Cette annonce survient une semaine avant une rencontre à Londres entre M. Netanyahu et l'envoyé spécial américain pour le Proche-Orient, George Mitchell, qui doit porter sur un gel de la colonisation. M. Netanyahu s'est mis d'accord avec son ministre de la Défense Ehud Barak et le ministre de l'Habitat Ariel Attias pour dire aux Etats-Unis qu'Israël est prêt à faire ce geste, ont précisé des hauts responsables de ces ministères. «Depuis que ce gouvernement a pris ses fonctions (en avril), il est incontestable qu'aucun appel d'offres n'a été émis en Judée-Samarie (Cisjordanie). C'est la réalité», a déclaré M. Attias à la radio. «Il s'agit d'une période d'attente (...), une tentative de parvenir à une entente avec l'Administration américaine», a-t-il ajouté. La décision israélienne a été aussitôt rejetée comme une manœuvre par les Palestiniens qui ont fait valoir que la colonisation se poursuivait sur le terrain, via des organismes privés ou relevant de municipalités (mais largement subventionnés par l'Etat). «Israël doit cesser toutes les activités de colonisation sans exception. Il ne fait que lancer des ballons d'essai et nous sommes habitués à ce genre de tromperies», a déclaré à l'AFP le négociateur palestinien Saëb Erakat.

«Ces déclarations sont insuffisantes. Nous voulons que les Israéliens s'engagent à arrêter la construction et à suspendre les appels d'offres déjà lancés», a renchéri Nabil Abou Roudeina, porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas.

A l'opposé, les représentants des colons et l'aile la plus à droite du gouvernement Netanyahu ont dénoncé cette décision. «C'est un processus dangereux, contraire aux vœux des électeurs israéliens et aux promesses claires du Premier ministre avant son élection en faveur du développement des implantations. C'est une capitulation devant les diktats de l'Administration américaine», a protesté Yesha, la principale organisation représentative des colons, dans un communiqué. Durant les huit premiers mois de l'année 2008, marquée par une intensification spectaculaire de la colonisation, Israël avait lancé 417 appels d'offres de construction dans les colonies de Cisjordanie et 171 pour Jérusalem-Est. Le mouvement israélien La Paix Maintenant, opposé à la colonisation, a confirmé l'arrêt des appels d'offres depuis plusieurs mois. Mais ce mouvement a souligné que «même en cas d'arrêt total des appels d'offres de la part du gouvernement, au moins 60% de la construction dans les colonies continuerait». Israël a stoppé les appels d'offres depuis novembre 2008, aussi bien en Cisjordanie qu'à Jérusalem-Est, a précisé à l'AFP Mme Hagit Ofran, chargée du dossier de la colonisation à La Paix Maintenant.

Quelque 300 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et près de 200 000 autres se sont installés dans une douzaine d'implantations érigées à Jérusalem-Est.

Washington exige en vain d'Israël un gel total de la colonisation en vue d'une reprise des négociations de paix avec les Palestiniens.